

SUJET N°3 : LE GOUVERNEMENT DE RECONCILIATION NATIONALE

INTRODUCTION

Le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire essayait l'attaque la plus meurtrière et la plus barbare de son histoire. Dans le souci de ramener la paix, plusieurs démarches ont été engagées dont l'étape la plus importante fut les négociations de Linas Marcoussis et Paris – Kléber.

De cette étape est sortie un gouvernement dit de réconciliation nationale où sont représentés toutes les sensibilités politiques les plus significatives en Côte d'Ivoire ainsi que les ex-rebelles.

Quel est l'enjeu d'une telle option ? Quel est l'apport réel de ce gouvernement dans le processus de réconciliation nationale ?

I/ ROLE DU GOUVERNEMENT DE RECONCILIATION NATIONALE

- Permettre à toutes les sensibilités politiques du pays de s'asseoir autour de la même table.
- Régler les problèmes supposés ou réels de la xénophobie et l'exclusion.
- Aplanir les divergences de vues, les malentendus, les incompréhensions.
- Gérer les affaires publiques dans la transparence,
- Ramener la paix par le désarmement et la réunification du pays,
- Créer un climat politique propice à la préparation des échéances électorales de l'an 2005,
- Mettre en application les accords de Linas Marcoussis,

II/ SUCCES DU GOUVERNEMENT DE RECONCILIATION NATIONALE

- Arrêt des hostilités sur toute l'étendue du territoire national,
- Libération des prisonniers de guerre,
- Redéploiement de l'administration sur le territoire national.
- Mise en place d'un programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (D.D.R.)
- Création d'une commission de suivi du programme D.D.R.
- Retrait de l'armement lourd de la zone de front
- Réduction des barrages et points de contrôle sur le territoire national,
- Vote d'une loi d'amnistie pour les militaires déserteurs,
- Levée des couvre-feu sur l'ensemble du territoire
- Démarrage du processus de réconciliation nationale avec des émissions et des spots radio télévisés
- Régularisation de la situation scolaire dans les zones ex-rebelles.

III/ LIMITES

- Nombreuses frictions entre parti au pouvoir et les autres formations présentent au gouvernement,
- divergences de vues sur l'application de l'accord de Linas Marcoussis
- nombreux blocages du processus de paix dû aux sauts d'humeurs constants des forces nouvelles,
- Ecart quasi chroniques du langage des hommes politiques de tout bord,
- Exacerbation du sentiment anti-français
- Chasse aux sorcières dans certains Ministères et grandes Directions de l'Etat,
- Sentiment d'insécurité et d'incertitude grandissant au sein des populations,

CONCLUSION

Le Gouvernement de réconciliation institué depuis Linas Marcoussis et Kléber avait la prétention de faire taire les armes, réunifier le pays et conduire un processus transitoire jusqu'aux échéances électorales de 2005.

Sans avoir totalement atteint ces objectifs, il semble résolument engagé dans un procès ou malgré ses moments d'incertitudes, de stagnations et même de blocages, qui, va à son terme.